



14-03-2013

Retraites : les salariés et les retraités paieront

Les bien nommés « partenaires sociaux » viennent de s'entendre sur le dos des salariés et des retraités. L'accord qu'ils ont conclu va appauvrir un peu plus 18 millions de salariés et 11,5 millions de retraités du secteur privé au seul profit d'une minorité, le capital dont les intérêts étaient représentés par le MEDEF. Le gouvernement a veillé particulièrement à ce que cet accord corresponde à ses projets.

Gouvernement et MEDEF voulaient une baisse des pensions versées aux retraités. Ils ont obtenu satisfaction. Malgré l'inflation officielle de 1 %, les retraites complémentaires ne vont augmenter que de 0,5 %, soit 0,5 % (selon l'indice des prix sous estimé) de baisse de pouvoir d'achat des retraités qui s'ajouteront aux 0,3 % ponctionnés dès le mois de mai.

Toutes les organisations syndicales voulaient une hausse des cotisations versées aux régimes des retraites complémentaires. Ils l'ont obtenue. Pour rappel une part de ces cotisations est prélevée sur le salaire, l'autre part est versée par les patrons sur les profits qu'ils réalisent et qui sont le fruit du travail des salariés.

Ces « négociations » qui durent depuis plusieurs semaines ont permis au gouvernement, au MEDEF, à l'UMP, au PS et d'autres partis politiques de nous rebattre les oreilles sur le péril qui menace les retraites, le déficit des caisses de retraites complémentaires, le vieillissement de la population etc... Une intox qui a gommé l'existence des fonds de réserve des dites caisses complémentaires, les pertes de cotisations dues au taux de chômage (10%) et surtout les profits du capital. Celui-ci sort gagnant. La population perdante.

Les confédérations syndicales se sont compromises encore plus dans la collaboration de classe. Le représentant de la CFDT comme il fallait s'y attendre a été un artisan essentiel de cet accord, suivi par celui de FO. La CGT s'est montrée « réticente » et encore... Quant au gouvernement, c'est une aubaine pour lui. Son objectif de réserver cette année le même sort au régime général des retraites est facilité. Ainsi le nombre d'annuités, l'âge de départ, le montant des cotisations et celui des pensions vont être sur la sellette très rapidement.

Mais sur le fond le capital veut faire la peau à la retraite par répartition de la sécu, la réduire à une peau de chagrin. Faire la peau également aux retraites complémentaires et imposer les assurances privées et individuelles sur la base de la capitalisation. La retraite constitue pour ces assurances une mine d'or et la misère pour les retraités.

Devant cette offensive la riposte s'impose, une riposte déterminée, et non le renoncement programmé des confédérations syndicales comme ce fut le cas en 2010.